

**BUREAUX**  
 ROUBAIX. - 88-71, Grande-Rue, Tél. 237.23, 237.25 et 237.24.  
 TOURCOING. - 23, rue Carnot, Tél. 27.  
 LILLE. - 3, rue Faidherbe, Tél. 139.33.  
 PARIS. - 28, boulevard Ponceauville, Tél. Provence, 77.84.  
 MOUSCRON. - 105, rue de la Station, Tél. 8.44.

**ANCIENS DIRECTEURS:**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Adressez-vous en personne à vos clients en faisant de la publicité dans les journaux!

## LETTRÉ DE LONDRES

### LA POSITION DE M. NEVILLE CHAMBERLAIN devant l'opinion et le Parlement anglais

Il a été beaucoup question ces temps derniers de la position de M. Neville Chamberlain vis-à-vis de son opinion publique et du Parlement. On a parlé de la création d'un parti du centre où se grouperaient tous les éléments d'opposition; au sein du Labour Party il y a eu un mouvement en faveur de la formation d'un front populaire et l'hypothèse a été émise que le premier ministre pouvait juger à propos de renouveler, très prochainement, la Chambre des Communes. Essayons de préciser comment, de ce point de vue, se présente la situation au moment où le Parlement reprend ses travaux.

C'est évidemment la politique d'apaisement de M. Neville Chamberlain qui est en cause. Si on veut éviter toute méprise sur le sens de l'agitation politique qui s'est manifestée au cours des derniers mois, il convient de faire une remarque préliminaire. Résolument orientée vers le maintien de la paix, la politique d'apaisement à laquelle s'identifie le nom de M. Neville Chamberlain, répond, dans son principe, au vœu de toute la nation qui est fœnicement pacifique. Le peuple anglais, dans sa grande majorité, demeure reconnaissant au premier ministre des efforts qu'il accomplit en septembre dernier pour lui épargner les horreurs de la guerre. Il est vraisemblable aussi que cette confiance lui est acquise pour tenter dans ce but de nouveaux efforts.

Ceci dit, on ne saurait contester que la course des événements a développé dans le pays un réel malaise. L'opinion publique a été montrée déçue que la déclaration anglo-allemande de Munich se soit accompagnée de violentes attaques contre la Grande-Bretagne dans la presse d'outre-Rhin; elle a vu dans la décision du gouvernement de Berlin de se donner une flotte sous-marine égale en tonnage à celle de la Grande-Bretagne un manquement à l'esprit de l'accord naval du 18 juin 1935, et une menace pour les communications impériales; elle a interprété comme une indication que le réarmement allemand va encore s'accroître, le remplacement du docteur Schacht à la présidence de la Reichsbank par le docteur Funk acquis à un contrôle socialiste de plus en plus rigoureux de l'industrie, de la finance et du crédit; elle s'est alarmée de constater que la mise en vigueur, le 16 novembre, de l'accord anglo-italien du 16 avril 1938, n'a pas ralenti l'intervention fasciste en Espagne et que le voyage récent des ministres anglais à Rome n'a pas atténué les campagnes italiennes contre la France; elle appréhende enfin le parti que les deux puissances de l'axe pourront tirer de la victoire, aujourd'hui certaine, du général Franco.

Mais quelles ont été en présence de ces faits les réactions des divers partis? La majorité gouvernementale donne des signes de division. Il n'y a guère, certes, qu'une trentaine de membres qui, ayant à leur tête MM. Churchill, Eden et Duff Cooper, dénoncent ce qu'ils appellent la capitulation du gouvernement devant les menaces des dictatures, mais il s'en trouve qui, tout en votant pour le Cab-

## DEVANT LA COMMISSION DE L'ARMÉE DU SÉNAT AMÉRICAIN,

### le président ROOSEVELT aurait déclaré: « En cas de guerre, les frontières des Etats-Unis seraient en France »

De toute façon, les Etats-Unis paraissent décidés à aider matériellement les démocraties menacées par les dictatures



UNE ATTITUDE DE M. ROOSEVELT (Ph. Safra.)

New-York, 1<sup>er</sup> février. — Les journaux de mercredi matin rapportent que le président Roosevelt aurait déclaré, au cours d'une conférence qu'il a eue avec la Commission de l'Armée du Sénat: « En cas de guerre, les frontières des Etats-Unis seraient en France. » (Lire la suite page 2).

## Le projet gouvernemental sur la retraite des vieux travailleurs

Les bénéficiaires toucheraient 1.500 francs en province et 1.800 francs dans la région parisienne

L'AGE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE SERAIT DE 60, 65 OU 67 ANS, SUIVANT LES CAS

Paris, 1<sup>er</sup> février. — Voici d'après l'exposé des motifs, l'essentiel du projet de loi déposé par le gouvernement pour l'institution de la retraite des vieux travailleurs, et dont la discussion viendra jeudi matin devant la Chambre:

I. — MONTANT DE LA PENSION: 1<sup>o</sup> Pour les assurés sociaux, 1.500 fr. en province; 1.800 fr. à Paris;

2<sup>o</sup> Pour les travailleurs indépendants (petits exploitants agricoles, petits artisans, etc.): 1.500 fr. aux travailleurs agricoles; 1.800 fr. à ceux du commerce et de l'industrie.

II. — AGE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE: 60 ans pour les assurés sociaux; 65 ans pour les exclus; 67 ans pour les indépendants.

III. — DÉPENSES: 3.570 millions (2.530 pour les assurés et exclus, 1.040 pour les indépendants).

IV. — FINANCEMENT: 1<sup>o</sup> Pour les assurés et exclus, les 2.530 millions seront couverts par des ressources que la caisse de garantie va se procurer en réduisant la fraction de cotisation inscrite au compte individuel (1 % au lieu de 2 % ou 3,60 %);

2<sup>o</sup> Pour les indépendants, les 1.040 millions seront couverts par la produit des cotisations des travailleurs agricoles (260 fr.), et des travailleurs du commerce et de l'industrie (360 fr.).

La Chambre devra d'abord se prononcer sur la prise en considération du projet de la Commission du travail et de la prévoyance sociale, qui, d'après l'estimation de cette commission, nécessiterait 5 milliards et demi de dépenses pour 3.515.000 bénéficiaires.

Mais le ministre des finances estime que ce projet provoquerait une dépense de 10 ou 11 milliards, et que le nombre des bénéficiaires serait de 4 millions.

M. Denis proposera une motion préjudicielle majorant provisoirement la part de l'Etat dans les allocations de l'assistance aux vieillards.

Si cette motion était votée, la commission se saisirait alors du nouveau projet Pomaret (projet gouvernemental). Sinon la discussion générale s'engagerait sur le projet de la commission et les orateurs étant très nombreux, elle devrait être continuée la semaine prochaine, puisque l'après-midi est consacrée à la politique agricole.

Le gouvernement pourrait aussi demander l'interruption du débat pour permettre à la commission d'examiner le nouveau texte qui a été élaboré.

## BILLET PARISIEN

### Le Rhin frontière des Etats-Unis?

PARIS, 1<sup>er</sup> FÉVRIER (Minuit). La sensationnelle déclaration de M. Roosevelt à la commission de l'armée du Sénat des Etats-Unis a provoqué dans toutes les capitales européennes la plus vive émotion. Mais, tandis qu'à Paris et à Londres, on se réjouissait sans réserve de cet événement d'une importance exceptionnelle, on considérait à Berlin qu'en assurant les démocraties de l'aide américaine en temps de guerre, le président Roosevelt avait jeté le masque. Selon un journal d'outre-Rhin, le but maintenant avoué de l'homme d'Etat américain serait de transformer la France et l'Angleterre en esclaves de la politique de guerre judéo-américaine.

Cette violence de langage marque un dépit surprenant. Le président Roosevelt n'aurait pas prononcé des paroles si graves s'il avait pu craindre qu'elles ne fussent interprétées comme un encouragement à des intentions belliqueuses. Il n'a mis dans la balance du destin le poids formidable de la puissance des Etats-Unis que parce qu'il sait bien que si une guerre éclate en Europe, la France sera victime et non provocatrice. Pourquoi lui reprocher de prendre position contre une agression éventuelle et pourquoi même s'en indigner, si l'on ne nourrit pas des desseins d'agression?

Les Etats-Unis suivront-ils, en l'occurrence, leur chef? Il n'est pas douteux que l'on s'attend à une nouvelle explosion du « dynamisme » des puissances de l'axe. Le président Roosevelt n'a rien négligé pour ouvrir les yeux de son peuple et si celui-ci prend conscience du problème qui se pose devant lui, pourra-t-il refuser de servir la cause sacrée de la liberté?

Aussi bien les événements eux-mêmes les poussent à cette attitude clairvoyante. L'Allemagne ayant annoncé ses revendications coloniales, n'aura de cesse qu'elle n'ait été satisfaite. Le « Hamburger Tagblatt » écrit calmement que le chancelier Hitler a mis le monde devant l'alternative suivante: « ou le partage des biens de ce monde ou la guerre ». Car il s'agit bien de cela contrairement à une traduction défectueuse de l'un des passages du discours de l'Opéra Kroll.

En l'occurrence, les Etats-Unis donneraient-ils à l'Europe l'exemple de la clairvoyance et du courage? René ROUSSEAU.

## La guerre en Espagne LES NATIONALISTES ONT PÉNÉTRÉ DANS LA PROVINCE DE GERONE

A ce jour, quarante-cinq mille réfugiés ont été évacués à l'intérieur de la France



AU PERTHUS, M. ALBERT SARRAUT QUESTIONNE UNE MILICIEUSE. (Ph. Keystone.)

Barcelone, 1<sup>er</sup> février. — (D'un envoyé spécial de l'Agence Havas). — Mercredi matin, la progression nationaliste a repris en Catalogne malgré la résistance adverse.

Les troupes franquistes ont pénétré dans la province de Gérone et ont pris Vich, ville importante située à 40 km. à vol d'oiseau de la frontière française.

Dans le secteur de la côte, les franquistes sont à 85 kilomètres de la frontière française. C'est le génie qui, en réparant les routes et les ponts, donnera plus que l'infanterie, d'artillerie et l'aviation, le rythme de la quatrième et dernière phase de la bataille de Catalogne, celle de la poussée jusqu'à la frontière des Pyrénées.

Pour abriter les réfugiés, une véritable ville de tentes va être édifiée dans la vallée du Tech

Perpignan, 1<sup>er</sup> février. — L'état sanitaire des réfugiés espagnols est généralement satisfaisant. On ne signale aucun cas de maladies susceptibles de provoquer une épidémie.

Prévue à été faite, mercredi, à la Croix-Rouge de mettre ses infirmières à la disposition des autorités militaires dans la région des Pyrénées-Orientales. Des trains sanitaires transporteront, dans les jours qui vont suivre, les grands blessés et les évacués sur les hôpitaux situés à l'intérieur du territoire.

Des décisions ont aussi été prises pour la création, dans la vallée du Tech, à proximité de Perpignan, d'une véritable ville de tentes où l'on pourra abriter plusieurs dizaines de milliers de femmes et d'enfants.

Quant aux miliciens, une discipline sévère leur sera imposée pendant leur séjour en France. La plupart d'entre eux ont été enfermés dans des camps de concentration. Recrutés huit cents autres ont été renvoyés en Espagne, mercredi, par la ligne de Cerbère.

Des réfugiés qui méconnaissent l'hospitalité française

La Rochelle, 1<sup>er</sup> février. — Quelques jeunes Espagnols hospitalisés à la colonie de vacances à Boyardville (île d'Oléron) qui en a recueilli 600, se sont échappés mardi soir. Deux d'entre eux, Manolo Cuesta et Santarico Molinero, âgés de 14 ans, se sont introduits par effraction dans un café et ont brisé ou emporté divers objets.

Le parquet de Marennes les a fait incarcérer.

En Espagne, à proximité de la frontière française

La Junquera, 1<sup>er</sup> février. — On évaluait mardi à 50.000 le nombre des réfugiés qui campent aux abords de la frontière française. Mais mercredi, ils ne sont plus que 10.000. Beaucoup d'entre eux sont repartis pour Figueras et les villages de la province de Gérone, conscients de la quasi-impossibilité de pas-

## La marine française à Casablanca



A l'occasion de la visite à Casablanca du vice-amiral Darlan, chef d'état-major général de la marine, une revue a eu lieu à bord du croiseur « Algérie ». (Ph. Franco-Press.)

## Des officiers français chez le chancelier Hitler



Mardi, le CHANCELIER HITLER a reçu les officiers français qui ont participé au concours hippique international de Berlin. (Ph. Franco-Press.)